



## Tiraspol, base avancée de l'armée russe ?

Pridnestrovie - 2ème partie

Par [Arthur Lopic](#)

Mondialisation.ca, 15 août 2007

[Réseau Voltaire](#) 15 août 2007

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Militarisation](#)

Les États-Unis poursuivent leur déploiement militaire en Europe orientale et en Asie centrale pour encercler la Russie au moment où celle-ci retrouve une capacité militaire puissante et où eux-mêmes s'épuisent dans la dispersion de leurs forces. Pour se protéger, Moscou devrait réactiver sa place forte avancée historique de Tiraspol et, du coup, reconnaître la Pridnestrovie.



A.Surovov

Le général russe Surovov fonda Tiraspol, capitale de la Pridnestrovie, en la prenant aux Ottomans au XVIII e siècle.

La Pridnestrovie (ex-Transnistrie) est historiquement une place forte russe, depuis que les Tsars la prirent aux Ottomans. Cependant, cette nation s'est constituée en État indépendant, au début des années 90, en s'affranchissant d'une URSS en pleine décomposition. La décennie qui suivit fut marquée par la gestion pro-US et pro-Israël de la Russie par Boris Eltsine provoquant un effondrement économique et, par conséquent, une paupérisation et une démobilisation massive de l'Armée rouge.

### Une garnison symbolique

C'est donc avec exagération qu'aujourd'hui, dans le contexte de la surenchère états-uno-russe sur la reconnaissance éventuelle de l'indépendance du Kosovo et de la Pridnestrovie, l'on présente celle-ci comme la garnison de la prestigieuse ex-14ème armée soviétique.

En fait de 14ème armée, ce sont tout au plus 1 200 soldats russes qui sont actuellement stationnés à Tiraspol et dans ses environs. Ils sont répartis entre la force multilatérale de maintien de la paix (dans laquelle sont également engagés des contingents moldaves,

pridnestroviens, ukrainiens et des observateurs militaires de l'OSCE) et une force de protection d'un arsenal datant de l'Union soviétique toujours présent sur place.

La force multilatérale de maintien de la paix est le résultat du cessez-le-feu signé en 1992 suite à la brève mais sanglante guerre qui opposa les forces moldaves ayant traversé le Dniestr à la milice (police) transnistrienne. Du 2 mars au 21 juillet 1992, les combats firent un millier de victimes dont une majorité de civils et aboutirent au retrait des troupes moldaves. Si la 14ème armée russe, qui comptait alors plus de 10 000 soldats sur place et d'importants stocks d'armements, apporta une aide déterminante à l'embryon d'armée pridnestroviennne, elle ne participa pas directement aux combats. Cette guerre d'indépendance constitue l'acte fondateur de la République, et les Pridnestroviens évoquent avec émotion le rôle joué par les femmes dans ce conflit. En effet, à un moment décisif des combats elles formèrent un cordon humain pour permettre aux miliciens d'accéder aux armes légères et munitions de l'armée russe.

Authentique ou pas, cette anecdote témoigne du puissant patriotisme omniprésent en Pridnestrovie, cimenté par l'histoire mouvementée de cette enclave [1].

L'évacuation des soldats et matériels russes a été à plusieurs reprises demandée par les autorités moldaves qui considèrent que la Pridnestrovie est sur leur territoire, et la Russie a effectivement évacué la moitié des stocks ainsi que les trois quarts des troupes, cependant depuis 2004 Moscou a gelé ce processus, car les pays membres de l'OTAN n'ont pas respecté les engagements de la conférence d'Istanbul de 1999. En effet depuis l'adhésion en 2005 de la Bulgarie et de la Roumanie à l'OTAN, Washington a commencé à installer de nouvelles bases dans ces pays, en conséquence Moscou refuse le remplacement de son contingent en Pridnestrovie par une force multinationale et demande une renégociation du traité d'armement conventionnel qui assurait jusqu'ici un fragile équilibre des forces dans la région.

Ce *status quo* convient parfaitement au président pridnestrovien, Igor Smirnov, qui souhaite un maintien du contingent russe pour dissuader les forces moldaves de traverser de nouveau la frontière. De ce point de vue, peu importe leur nombre, ce qui compte c'est leur présence.



Tiraspol

Siège de la présidence de la République socialiste de Pridnestrovie

Vrais et faux trafics d'armes

En revanche, les 20 000 tonnes d'armement largement obsolète mais toujours stockées à

Kolbasna dans le Nord du pays, sont autant d'arguments entre les mains de ceux qui accusent la Pridnestrovie d'être « *un trou noir de trafic d'armes, drogues et êtres humains* ». Si les autorités pridnestroviennes admettent qu'elles ont effectivement écoulé une partie du stock sur le marché international, notamment à destination des Balkans, dans les années 90 pour faire face à la crise et avec l'accord de l'armée russe, ces activités sont aujourd'hui terminées. C'est l'avis même des douanes ukrainiennes et de l'EUBAM (European Border Assistance Mission, Mission européenne d'assistance à la frontière) qui les aide depuis plus d'un an à imposer le blocus économique de la Pridnestrovie. Ne pouvant à la fois étouffer économiquement la Pridnestrovie et l'accuser de se livrer à de tels trafics, ces organisations ont dû céder et démentir les accusations portées principalement par le gouvernement de Chisinau, la capitale de la Moldavie [2].

Ces démentis ont même retourné les accusations de la Moldavie contre elle-même. Si, comme l'affirme l'ONU [3], rien ne prouve que la Pridnestrovie s'est livrée à un quelconque trafic ou production d'armes depuis 2001, les preuves contre la Moldavie s'accumulent. Dans le cadre d'un programme secret révélé par le quotidien *The Guardian* [4], en 2004-2005 le Pentagone a organisé le transfert d'au moins 200 000 fusils d'assaut kalashnikov et de munitions depuis la Bosnie vers l'Irak, en faisant appel à la société aéronautique Jetline International (anciennement AEROCOM) enregistrée en Moldavie et liée au célèbre trafiquant d'armes Victor Bout. Officiellement, ces armes devaient équiper l'armée de collaboration irakienne, mais de l'aveu même des responsables de l'OTAN, il fut impossible d'en contrôler la destination une fois sorties de Bosnie. Ces armes furent tout simplement déclarées « disparues » en Irak, au moment même où les « conflits inter-ethniques » gagnaient en intensité, noyant les opérations militaires de la Résistance dans le « chaos irakien ».

En décembre 2006, le magazine états-unien *Newsweek* révèle que le Pentagone a même signé un contrat avec une autre société aéronautique liée à Victor Bout, Air Bas, afin que celle-ci puisse effectuer ses ravitaillements en kérosène dans les bases de l'armée US en Irak [5]. Ces révélations sont étayées quelques jours plus tard, lorsqu'un Antonov-26 appartenant à - encore une autre - société moldave, Aerian-Tur, s'écrase près de la base états-unienne de Balad en Irak. En provenance de Moldavie via Adan, Turquie, l'avion comptait des ressortissants turcs à son bord, mais les autorités turques sont écartées de l'enquête, les débris rapidement évacués et l'expertise de la boîte noire jamais rendue publique. Le ministre turc des transports, Binali Yildirim, évoque alors publiquement la possibilité que l'armée des États-Unis ait elle-même abattu l'avion.

Une explication possible à cet imbroglio serait que les services secrets militaires états-unien aient eux-mêmes organisé des livraisons d'armes à des groupes sectaires irakiens, selon leur objectif de balkanisation de l'Irak par le chaos, mais que l'armée US ait réagi dans le souci de protéger ses soldats. Toujours est-il que l'implication actuelle de la Moldavie dans le trafic d'armes international n'est plus à démontrer, contrairement à celle de la Pridnestrovie. Ironie de l'histoire, les armes livrées en Irak par les moldaves provenaient sans doute à l'origine de Pridnestrovie qui les avait livrées en Bosnie dans les années 90.

En définitive, la Pridnestrovie n'est aujourd'hui ni une base militaire russe significative, ni un État trafiquant d'armes. C'est d'une manière parfaitement contre-productive que Washington s'est retiré unilatéralement du traité ABM, a installé des missiles en Pologne et des radars en Tchéquie, puis a refusé la proposition de Moscou d'un « bouclier antimissiles » commun. Acculée, la Fédération de Russie n'a eu d'autre choix que de se retirer à son tour unilatéralement du traité FCE. Cette nouvelle logique devrait conduire Moscou à redéployer

ses hommes en Pridnestrovie et, par conséquent, à reconnaître cet État dès que Washington aura proclamé l'indépendance du Kosovo.

[1] « [En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 17 juillet 2007.

[2] « [Ukraine's State Border Service says Transnistria is not a « black hole »](#) », *Tiraspol Times*, 29 juin 2007, et « [EU confirms absence of weapons smuggling](#) », *Tiraspol Times*, 22 octobre 2006.

[3] « [Executive summary of SALW Survey of Moldova](#) », Programme de développement des Nations Unies pour la Moldavie, 2006.

[4] « [US in secret gun deal](#) », par Ian Traynor, *The Guardian*, 12 mai 2006.

[5] [Iraq : Government Deal With a 'Merchant of Death' ?](#), par Michael Isikoff, *Newsweek*, décembre 2006.

*Arthur Lepic est journaliste, spécialiste des questions énergétiques et militaires.*

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)  
Copyright © [Arthur Lepic](#), [Réseau Voltaire](#), 2007

---

Articles Par : [Arthur Lepic](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)